

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 1^{er} décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS

La Boulonnie 16420 Brigueuil

Références : 2025_1385_UbD16-86_Env16

Code AIOT : 0007210842

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 novembre 2025 dans l'établissement MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS implanté à La Boulonnie, 16420 BRIGUEUIL. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée dans le cadre de la vérification des modifications apportées sur les deux zones où se sont produits des incidents avec déversement de polluants (eaux avec de l'huile) dans le cours d'eau La Boulonnie les 26 juin 2022 et 15 septembre 2025. Egalement, un point de situation a été effectué sur les non-conformités relevées par le bureau de contrôle SOCOTEC lors de son passage le 30 juin 2025 dans le cadre du contrôle périodique des installations classées relevant de la déclaration, exploitées sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS
- La Boulonnie 16420 BRIGUEUIL
- Code AIOT : 0007210842
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS, créée en 1962, appartient au groupe international MKS depuis avril 2016. Elle est en relation étroite avec le site de Beaune La Rolande (47). Elle constitue un fournisseur mondial spécialisé dans la conception, la réalisation et la commercialisation d'appareils de micro-positionnement et de micro-déplacements dans les secteurs de l'électronique, du biomédical, de l'aérospatiale et de l'industrie.

Les produits proposés permettent d'assurer avec précision des déplacements de types linéaire ou rotatif. La société MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS propose une gamme complète de produits intégrant, outre les platines de micro-positionnement et leurs électroniques de contrôle, les systèmes anti-vibrateurs, l'optique et les supports optiques ainsi que les systèmes de microscopie vidéo.

Le site de Brigueuil emploie environ une centaine de personnes et fonctionne en 3 x 8h.

Contexte de l'inspection :

- Incidents de 2022 et 2025 avec pollution
- Contrôle périodique des ICPE à déclaration

Thèmes de l'inspection :

- Pollution des eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.11	Sans objet
2	Rétention des aires	Arrêté Ministériel du 27/04/2015, article 2.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est soumis à déclaration sous contrôle périodique pour quatre rubriques et est donc assujéti aux respects des prescriptions de quatre arrêtés ministériels. Des non-conformités ressortent de chaque rapport de vérification périodique par le bureau de contrôle.

L'exploitant met tout en œuvre pour résoudre ces non-conformités. Des devis sont demandés ou établis selon la non-conformité. Il ne reste plus qu'à les faire valider par le service comptable. D'autres ont été levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation, aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p><u>Vérifications à faire suite à l'incident du 15/09/2025 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement ; • présence de la signalétique ; • facilité d'accès au dispositif d'obturation ; • présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. <p>Constats :</p> <p>Un regard est présent au milieu de la plate-forme de nettoyage. Au fond, une rigole envoie vers l'extérieur. Depuis une trappe, deux canalisations partent de cette rigole. L'une pour les eaux pluviales, l'autre vers la cuve enterrée pour les eaux polluées. Chaque canalisation est équipée d'une vanne de fermeture. Ainsi, celle des eaux pluviales est verrouillée et la clé n'est pas à proximité pour éviter que n'importe qui ne l'ouvre. Une fiche de poste est affichée au niveau de la</p>

<p>zone de lavage avec les consignes à appliquer.</p> <p>Un devis d'agrandissement du auvent a été présenté afin de réduire la pluie sur cette zone.</p> <p>L'exploitant a bien mis en place les mesures.</p> <p>Ce point de contrôle est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention des aires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/04/2015, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation, aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.</p> <p><u>Vérifications à faire suite à l'incident du 23/06/2022 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • clapet antiretour du côté du tuyau relié au regard enterré, • vanne mise en place au bout du tuyau plongeant dans l'IBC, • tuyau attaché au bouchon de l'IBC.
<p>Constats :</p> <p>La cuve enterrée, d'un volume de 250 litres, contenant des huiles solubles polluées, est implantée en bordure d'une zone pouvant servir de parking. Le sol est en gravier compacté.</p> <p>Pour le transfert, l'exploitant, suite à l'incident du 23/06/2022, avait mis en place un clapet antiretour du côté du tuyau relié au regard enterré. Ce clapet n'a pu être vérifié, le regard n'a pas été ouvert. Comme signalée, une vanne traversant le bouchon de l'IBC a été mis en place au bout du tuyau plongeant dans le conteneur.</p> <p>L'exploitant a bien mis en place ces mesures comme il nous l'avait dit.</p> <p>Aucun autre incident de ce type n'a été signalé à l'inspection depuis.</p> <p>Par contre, l'IBC est transféré de la zone de rétention des huiles usagées située au fond du site à cette zone de remplissage une fois par semaine. La distance est de 90 m environ.</p> <p>Il serait préférable qu'il soit sur place, sur une zone de rétention, sous abri afin de réduire la manipulation de cet IBC.</p> <p>Le point de contrôle est tout de même conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de réduire le temps de manipulation de l'IBC, l'exploitant pourrait mettre en place une zone d'implantation de ce conteneur, sur un bac de rétention et sous abri.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles périodiques – rubrique 2560

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Prescriptions générales rubrique 2560
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté</p>

<p>préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe, après la mention : « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : « Le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un point est fait avec l'exploitant sur les non-conformités relevées par le bureau de contrôle lors de son passage le 30/06/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NCM 1 / Absence d'appareil incendie à moins de 200 m du risque : Devis établi par LABBE TP pour installation d'une bâche incendie de 240 m³. En attente de validation par le SDIS; • ANC 1 / Absence de l'AMPG : l'exploitant avait téléchargé l'AMPG du 27/07/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560; • ANC 2 / Absence de docs attestant des propriétés de réaction au feu : un devis a été demandé le 27/10/2025 à Bureau Veritas pour un contrôle des propriétés; • ANC 4 et 6 / Absence de l'état des stocks et Absence d'état des stocks permettant de vérifier les stocks de produits dangereux présents : L'état de stock est établi sous format informatique (tableau excel) et mis à jour au quotidien; • ANC 5 / Absence de plan des stockages de produits dangereux : Les stockages des produits dangereux sont matérialisés sur le plan de sécurité; • ANC 7 / Absence de plans des locaux avec description des dangers : Les descriptions de danger sont matérialisées sur la plan de sécurité; • ANC 8 / Absence d'un plan notifiant des différentes zones de danger : Les différentes zones de danger sont représentées sur le plan de sécurité; • ANC 9 / Absence de signalisation des risques, notamment au niveau du local électrique : Un pictogramme du risque est apposé sur la porte du TGBT; • ANC 10 / Absence de plan à jour faisant apparaître les réseaux extérieurs : Un devis a été demandé le 17/10/2025 auprès de SANICENTRE pour établir les différents réseaux de collecte et évacuation des différentes eaux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection ne peut qu'inciter l'exploitant à poursuivre les investigations afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique n° 2560. Il tient l'inspection informée de la résolution des non-conformités encore en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Contrôles périodiques – rubrique 2563

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prescriptions générales rubrique 2563</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté</p>

<p>préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe, après la mention : « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : « Le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un point est fait avec l'exploitant sur les non-conformités relevées par le bureau de contrôle lors de son passage le 30/06/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NCM 2 / Absence d'appareil incendie à moins de 200 m du risque : Devis établi par LABBE TP pour installation d'une bâche incendie de 240 m³. En attente de validation par le SDIS; • ANC 1 / Absence de l'AMPG : l'exploitant avait téléchargé l'AMPG du 27/07/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563; • ANC 2 / Absence de l'état des stocks : L'état de stock est établi sous format informatique (tableau excel) et mis à jour au quotidien; • ANC 3 / Absence de plan des stockages de produits dangereux : Les stockages des produits dangereux sont matérialisés sur le plan de sécurité; • ANC 4 / Absence de plans des locaux avec description des dangers : Les descriptions de danger sont matérialisées sur le plan de sécurité; • ANC 5 / Absence d'un plan notifiant des différentes zones de danger : Les différentes zones de danger sont représentées sur le plan de sécurité; • ANC 6 / Absence de signalisation des risques, notamment au niveau du local électrique : Un pictogramme du risque est apposé sur la porte du TGBT; • ANC 7 / Absence de plan à jour faisant apparaître les réseaux extérieurs : Un devis a été demandé le 17/10/2025 auprès de SANICENTRE pour établir les différents réseaux de collecte et évacuation des différentes eaux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection ne peut qu'inciter l'exploitant à poursuivre les investigations afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique n° 2563. Il tient l'inspection informée de la résolution des non-conformités encore en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 5 : Contrôles périodiques – rubrique 2564

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 1.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prescriptions générales rubrique 2564</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contenu du contrôle périodique est précisé à la fin de chaque article du présent arrêté après la mention « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi</p>

que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<p>Constats :</p> <p>Un point est fait avec l'exploitant sur les non-conformités relevées par le bureau de contrôle lors de son passage le 30/06/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NCM 1 / Absence de documents attestant des propriétés de réaction au feu : Devis demandé le 27/10/2025 auprès de Bureau Veritas; • NCM 4 / Absence d'appareil incendie à moins de 200 m du risque : Devis établi par LABBE TP pour installation d'une bâche incendie de 240 m³. En attente de validation par le SDIS; • NCM 5 / Absence de détection sur l'ensemble des zones ; effectuée seulement sur TGBT + local informatique; Devis établi par la société SCUTUM le 16/06/2025 pour la mise en place du système de détection incendie. Devis à faire valider; • ANC 1 / Absence de l'AMPG : l'exploitant avait téléchargé l'AMPG du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2564; • ANC 2 / Absence de docs attestant des propriétés de réaction au feu : un devis a été demandé le 27/10/2025 à Bureau Veritas pour un contrôle des propriétés; • ANC 3 et 5 / Absence de l'état des stocks : L'état de stock est établi sous format informatique (tableau excel) et mis à jour au quotidien; • ANC 4 / Absence de plan des stockages de produits dangereux : Les stockages des produits dangereux sont matérialisés sur le plan de sécurité; • ANC 6 / Absence d'un plan notifiant des différentes zones de danger : Les différentes zones de danger sont représentées sur le plan de sécurité; • ANC 7 / Absence de plans des locaux avec description de dangers : Les descriptions de danger sont matérialisées sur la plan de sécurité.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection ne peut qu'inciter l'exploitant à poursuivre les investigations afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique n° 2564. Il tient l'inspection informée de la résolution des non-conformités encore en cours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Contrôles périodiques – rubrique 2565

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Prescriptions générales rubrique 2565
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>

Constats :

Un point est fait avec l'exploitant sur les non-conformités relevées par le bureau de contrôle lors de son passage le 30/06/2025 :

- NCM 2/ Absence d'état des stocks permettant de vérifier les stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle : L'état de stock est établi sous format informatique (tableau excel) et mis à jour au quotidien;
- **NCM 3 / Absence d'appareil incendie à moins de 200 m du risque : Devis établi par LABBE TP pour installation d'une bâche incendie de 240 m³. En attente de validation par le SDIS;**
- ANC 1 / Absence de l'AMPG : l'exploitant avait téléchargé l'AMPG du 30/06/1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565;
- ANC 2 / Absence de l'état des stocks de produits dangereux : L'état de stock est établi sous format informatique (tableau excel) et mis à jour au quotidien;
- ANC 3 / Absence de plan des stockages de produits dangereux : Les stockages des produits dangereux sont matérialisés sur le plan de sécurité;
- ANC 4 / Absence de sable meuble et de pelle : un bac à sable et une pelle ont été mis en place sur la zone de transfert de la cuve enterrée de 250 litres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ne peut qu'inciter l'exploitant à poursuivre les investigations afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique n° 2564.

Il tient l'inspection informée de la résolution des non-conformités encore en cours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois